L’expansion de la démocratie populaire

Partage international nº 371 – Juillet 2019

par Graham Peebles

En 1975, seulement 46 pays étaient considérés comme des démocraties représentatives. Quarante ans plus tard, ce chiffre s’élève à 132 pays, selon le rapport pour l’année 2017 de l’Institut international pour la Démocratie et l’Assistance électorale intitulé *Global state of Democracy* (L’état de la démocratie dans le monde). Cela représente 68 % des pays du monde. Le plus gros de cette augmentation est survenu après 1989, suite à l’écroulement de l’Union soviétique et de ce qui s’avérerait être le début d’un mouvement de contestation mondial. S’il est évident que mettre en place des élections démocratiques régulières est une étape importante pour s’éloigner de l’alternative autocratique, à moins que les valeurs démocratiques soient adoptées et introduites, la démocratie réelle n’est à peine plus qu’un vague slogan, l’injustice sociale et la répression perdurent sous plusieurs formes et la concentration des pouvoirs persiste.

Bien que le nombre de démocraties représentatives continue d’augmenter, la démocratie est en crise partout dans le monde. Les gouvernements sont devenus de plus en plus partisans, les populismes et les extrémismes – de toutes tendances – fleurissent, et les gens ont perdu confiance dans les institutions démocratiques en tant que moyen de résoudre les différentes crises auxquelles ils sont confrontés. Les politiciens sont considérés avec suspicion, quand ce n’est pas avec mépris, et ils sont vus comme ambitieux, des hommes et des femmes idéologiquement biaisés ne se souciant pas beaucoup de la majorité des gens, qui établissent des lois en se basant sur l’intérêt personnel et sur la doctrine du parti.

La démocratie a été piratée par « l’économie » – couplée avec le capitalisme et le « marché libre » –, et ainsi corrompue. La démocratie est, ou devrait être, un organisme vivant, une forme sujette à évolution qui définit les paramètres avec lesquels la société fonctionne, basée sur des principes qui trouvent leurs racines et leurs expressions dans l’unité et l’amour.

L’idéal démocratique cherche à garantir les libertés de base, à établir la justice sociale et l’égalité et à garantir la responsabilité du gouvernement. Il reconnaît que les êtres humains sont égaux, variés mais unis, que leurs besoins sont universels et que recevoir réponse à ces besoins est un droit. La vraie démocratie ne peut pas exister là où réside l’idéologie de la marchandisation, du consumérisme et de l’avidité. La crise de la démocratie est inextricablement liée à la crise socio-économique ; des changements dans l’une déclencheront une révolution dans l’autre. Ce processus est bien entamé.

Une action collective

Malgré le déclin des libertés civiles et le profond désenchantement quant au fonctionnement des gouvernements dans le monde, plusieurs études ont montré que la participation politique croît de façon significative. L’exaspération ressentie à l’encontre des politiciens et des institutions, jointe à un intense désir pour un changement fondamental, a incité un grand nombre à s’unir et à agir. Des personnes – particulièrement des jeunes – s’engagent, rejoignent des partis politiques, participent à des manifestations et à de l’activisme en ligne, signent des pétitions ou rejoignent des groupes locaux.

Cette hausse de la participation démocratique représente un changement majeur d’attitude, une nouvelle conscience collective qui tend vers l’unité et la coopération, et donne de l’espoir – non l’espoir basé sur une vague croyance que quelqu’un d’autre, un gouvernement, une institution ou Dieu « *fera toutes choses nouvelles* » (qui est la voie de l’apathie et de l’aveuglement), mais l’espoir ancré dans l’action, dans l’engagement convaincu et cohérent.

Au cœur de beaucoup des mouvements contestataires qui ont balayé le monde depuis que le Mur de Berlin est tombé, se trouve la démocratie. Il s’agit d’exiger la démocratie là où elle est absente, comme c’était par exemple le cas du Printemps arabe (largement réprimé), et plus récemment en Algérie, au Soudan, en Ethiopie ; ou dans des pays plutôt alignés sur les principes démocratiques, il s’agit d’appeler à un approfondissement de la démocratie, à l’ouverture des structures et des institutions, et demander à ce que la voix du peuple soit entendue et ses préoccupations prises en compte.

A mesure que davantage de citoyens s'engagent et que le pouvoir de la démocratie populaire augmente, les plateformes démocratiques pour s'engager, telles que *Citizens Assemblies* (Assemblées de citoyens) deviennent de plus en plus pertinentes. Au début de l'année 2018, le gouvernement du Royaume-Uni a commissionné un groupe de citoyens pour débattre de la protection sociale ; quarante-sept individus choisis au hasard ont discuté le sujet avec l'aide de deux experts pendants deux week-ends. A la fin de leurs délibérations, un rapport a été transmis au gouvernement et les vues exprimées ont influé sur la proposition gouvernementale.

Pour que la voix collective ait une influence croissante, les gens doivent être éduqués à propos des sujets en question ; c'est un acte de responsabilité démocratique. Une population bien informée et libre d'allégeances idéologiques est nécessaire pour parvenir à des points de vue sans biais et sans préjugés, afin de contribuer aux discussions avec les décideurs. L'ignorance, l'autosatisfaction et la peur sont un terrain fertile pour la propagande ; elles favorisent les politiciens fourbes et sont ennemies du peuple et du bon sens – une qualité d'ailleurs fort sous-estimée.

Le partage, la participation et la responsabilité

Au sein de ce nouvel environnement, le rôle des politiciens en tant que coopérateurs, que collaborateurs pour le bien commun devient d'autant plus important. Ils doivent collaborer avec les activistes et écouter – non la faction la plus bruyante, ni seulement leurs propres soutiens, mais l'opinion majoritaire, et répondre – pas de façon récalcitrante et sur plusieurs décennies, mais franchement et sans réserve. Un bon exemple de cela tient dans la décision du Parlement écossais de déclarer une « urgence climatique » en réponse *« aux jeunes manifestants qui ont fait la grève scolaire pour forcer la société à agir. »* La déclaration d'une urgence climatique par les gouvernements est une des demandes principales des militants écologistes, dont *Extinction Rebellion* (qui a organisé de grandes manifestations pacifiques à Londres pendant deux semaines, récemment) depuis quelque temps.

Annonçant la mesure, le 29 avril 2019, la première ministre de l'Ecosse, Nicola Sturgeon, a déclaré ; *« Ils [les militants écologistes] veulent que les gouvernements du monde déclarent une urgence climatique. Ils affirment que c'est ce que la science nous montre, et ils ont raison. […] Je déclare qu'il y a une urgence climatique et que l'Ecosse fera ce qu'elle doit pour s'y attaquer. »* Quelques jours plus tard, Jeremy Corbyn, leader des travaillistes, a appelé le gouvernement du Royaume-Uni à suivre l'exemple de l'Ecosse – ce qu'il a fait, de même que l'avaient déjà fait 90 conseils municipaux ou régionaux dans tout le Royaume-Uni.

Contrairement à une idée en vogue, la démocratie n'est pas en déclin, comme le sont tous les systèmes actuels – social, économique, politique et religieux. Mais dans sa forme actuelle, la démocratie n'est pas adaptée aux défis et à la nature de notre époque, d'où sa remise en cause. Les formes démocratiques doivent changer, doivent pouvoir évoluer, être réimaginées. Surtout, la démocratie doit être détachée des considérations économiques, et le système socio-économique doit être réexaminé à la lumière de la demande croissante pour la justice sociale, l'action environnementale et la liberté.

Le principe du partage est un idéal démocratique central, qui, s'il est incorporé dans tous les domaines de la vie, permettrait aux valeurs démocratiques d'être manifestes ; le partage avec les étudiants pour l'organisation des études et la conception des programmes ; les employés partageant le management et les normes des entreprises ; le partage dans l'animation des systèmes socio-économiques dans lesquels on vit, ce qui à son tour colorerait les décisions géopolitiques.

Le partage, la responsabilité et la participation sont liés ; ils vont de pair et se renforcent l'un l'autre. Un mouvement de changement que l'on ne peut pas arrêter est créé par l'inculcation et l'expression croissante de ces principes démocratiques ; c'est un élan qui pourrait être juste assez fort pour sauver la planète et inaugurer une nouvelle et juste façon de vivre.

Auteur : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.
Thématiques : Société
Rubrique : Divers